

Les employeurs y indiqueront toutes les informations jugées utiles par le Fonds pour l'exécution des présents statuts.

Le Fonds fera parvenir aux employeurs un tableau récapitulatif des chèques payés.

Art. 2. Le paragraphe 2 de l'article 14ter de la même convention collective de travail est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 2. Le non-paiement des cotisations par les employeurs au Fonds dans les délais prévus à l'article 14bis, § 2 est sanctionné par un intérêt de retard calculé au taux d'intérêt légal.

Pour les employeurs n'étant pas dispensés des versements anticipés, cet intérêt de retard court à partir du 15 du mois suivant le trimestre pour lequel une ou plusieurs des cotisations dues n'ont pas été payées, et est dû jusqu'au jour du paiement.

Pour les employeurs qui, conformément à l'article 14bis, § 2, sont dispensés des versements anticipés, l'intérêt de retard visé à l'article 14ter, § 2, 1° court à partir du 15 janvier de l'année civile suivant celle pour laquelle le versement unique est dû et ce, jusqu'au jour du paiement.

Le Fonds utilisera toutes les voies de recours pour encaisser les cotisations visées à l'article 14bis, § 1 et 2. »

Art. 3. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 1989.

Elle est conclue pour une durée indéterminée et peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de six mois adressé, par lettre recommandée à la poste, au Président de la Commission paritaire de l'industrie hôtelière et aux organisations y représentées.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 3 avril 1989.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
L. VAN DEN BRANDE

Hierbij zullen de werkgevers alle informatie, verschaffen die het Fonds nodig acht om onderhavige statuten uit te voeren.

Aan de werkgevers zal het Fonds een overzichtstabel laten geworden van de uitbetaalde cheques. »

Art. 2. Paragraaf 2 van artikel 14ter, van dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« § 2. Het niet-betalen van de bijdragen door de werkgever aan het Fonds binnen de in artikel 14bis, § 2 vermelde termijnen geeft aanleiding tot het aanrekenen van een verwijlinteresst aan de wettelijke interestvoet.

Deze verwijlinteresst loopt voor de, van de voorafbetalingen niet ontslagen werkgevers, vanaf de 15de van de maand volgend op het trimester waar voor één of meerdere verschuldigde bijdragen niet werden betaald én is verschuldigd tot op de dag van betaling.

Voor de overeenkomstig artikel 14bis, § 2, van de van voorafbetalingen ontslagen werkgevers loopt de in artikel 14ter, § 2, 1° vermelde verwijlinteresst, vanaf 15 januari van het kalenderjaar volgend op het kalenderjaar waarvoor de eenmalige betaling is verschuldigd en dit tot op de dag van betaling.

Het Fonds zal alle rechtsmiddelen aanwenden om de bijdragen vermeld in artikel 14bis, § 1 en 2 in te vorderen. »

Art. 3. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 1989.

Zij wordt gesloten voor een onbepaalde tijd en kan worden opgezegd door elk van de partijen mits een opzeggingstermijn van zes maanden bij een ter post aangerekende brief gericht aan de voorzitter van het Paritarit Comité voor het hotelbedrijf en de daarin vertegenwoordigde organisaties.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 3 april 1989.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
L. VAN DEN BRANDE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

F. 89 — 753

22 MARS 1989. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 29 octobre 1986 relatif à l'amélioration de l'espèce chevaline

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

Vu l'arrêté royal du 18 mars 1971 relatif à l'amélioration de l'espèce chevaline, modifié par l'arrêté royal du 22 juin 1977, du 10 juin 1987 et du 21 mars 1989;

Vu l'arrêté ministériel du 29 octobre 1986 relatif à l'amélioration de l'espèce chevaline;

Vu l'accord du Ministre des Relations extérieures;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que des mesures doivent être prises, pour que des centres d'insémination artificielle pour l'espèce chevaline puissent être agréés avant le début de la prochaine saison de monte,

Arrête :

Article 1er. § 1^{er}. Dans les articles 2, 1^o; 8 et 9, § 2, ainsi que dans l'intitulé de la section IV du chapitre III de l'arrêté ministériel du 29 octobre 1986 relatif à l'amélioration de l'espèce chevaline les mots « le cheval de sang » sont remplacés par « le cheval de sang belge ».

§ 2. Dans les articles 12, 3^o; 12C et 15, 3^o, du même arrêté ministériel, les mots « Association nationale d'Elevage du Cheval desang » sont remplacés par « Le Cheval de Sang belge ».

Art. 2. L'article 4 du même arrêté ministériel est complété par la disposition suivante :

« § 3. Les sociétés d'élevage, en accord avec le Service de l'élevage, peuvent limiter le nombre de certificats de saillie par étalon. »

Art. 3. L'article 5 du même arrêté ministériel, ainsi que l'annexe y afférente sont supprimés.

MINISTERIE VAN LANDBOUW

N. 89 — 753

22 MAART 1989. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 29 oktober 1986 betreffende de verbetering van het paardenras

De Staatssekretaris voor Landbouw,

Gelet op het koninklijk besluit van 18 maart 1971 betreffende de verbetering van het paardenras, gewijzigd bij koninklijk besluit van 22 juni 1977, van 10 juni 1987 en van 21 maart 1989;

Gelet op het ministerieel besluit van 29 oktober 1986 betreffende de verbetering van het paardenras;

Gelet op het akkoord van de Minister van Buitenlandse Betrekkingen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat maatregelen moeten getroffen worden opdat centra voor kunstmatige inseminatie bij paarden kunnen erkend worden voor de aanvang van het volgende dekseizoen,

Besluit :

Artikel 1. § 1. In de artikelen 2, 1^o; 8 en 9, § 2, evenals de titel van hoofdstuk III, afdeling IV, van het ministerieel besluit van 29 oktober 1986 betreffende de verbetering van het paardenras worden de woorden « het warmbloedpaard » vervangen door « het Belgisch warmbloedpaard ».

§ 2. In de artikelen 12, 3^o; 12C en 15, 3^o van hetzelfde ministerieel besluit worden de woorden « Nationale Fokvereniging van het warmbloedpaard » vervangen door « Het Belgisch Warmbloedpaard ».

Art. 2. Artikel 4 van hetzelfde ministerieel besluit wordt aangevuld met volgende bepaling :

« § 3. De fokmaatschappijen kunnen, in akkoord met de Veeteelt dienst, het aantal dekbewijzen per hengst beperken. »

Art. 3. Artikel 5 van hetzelfde ministerieel besluit, evenals de bijlage die hierop betrekking heeft, worden opgeheven.

Art. 4. Les dispositions prévues à l'article 10, B, b et c du même arrêté sont remplacées par le texte suivant :

« b) Concours d'étalons raceurs.

Conditions de présentation.

Pour participer à un concours de raceurs, l'étalon doit :

1^o être accompagné de cinq descendants âgés de 1 an au minimum et de 4 ans au maximum, inscrits au livre généalogique de la race. En outre, les descendants âgés de 2 ans et plus doivent avoir obtenu au moins une prime de deuxième catégorie dans un concours officiel;

2^o ne pas avoir obtenu plus de deux fois une prime d'étalon raceur.

Attribution des prix.

La commission peut attribuer annuellement en faveur de chaque race les primes suivantes :

1^o Race de cheval de trait ardennais :

- trois premiers prix et trois primes de 15 000 F;
- trois seconds prix et trois primes de 10 000 F.

2^o Race du cheval de trait belge :

- sept premiers prix et sept primes de 15 000 F;
- sept seconds prix et sept primes de 10 000 F.

L'octroi de ces primes au sein de chaque race se fera sur base des points attribués par le jury.

Les primes des raceurs sont payables l'année même de leur attribution. L'étalon présenté au concours d'étalons raceurs peut, la même année, être présenté au concours individuel (B.4.a), afin de préserver la continuité de sa carrière en cours. Toutefois, les primes de ces concours ne sont pas cumulables la même année.

c) Concours d'étalons candidats à la prime de conservation.

Conditions de présentations.

L'étalon, candidat à la prime de conservation doit :

1^o être accompagné d'un lot de trois descendants âgés de 1 an au minimum l'année du concours et inscrits au livre généalogique de la race.

Ce lot doit être différent à chaque présentation pour l'obtention d'une nouvelle prime. Le lot peut accompagner l'étalon ou être présenté à la commission, la même année, lors d'un concours de circonscription ou d'un concours de poulains organisé par les sociétés provinciales des éleveurs.

2^o être âgé de 8 ans maximum à la date du concours.

Attribution des primes.

Les commissions peuvent attribuer chaque année 24 primes de conservation réparties comme suit entre les races :

1^o Race du cheval de trait ardennais : 8 primes.

2^o Race du cheval de trait belge : 16 primes.

La prime de conservation est payable en deux annuités.

Le montant des primes est fixé comme suit :

1^o catégorie : 2 annuités de sept fois la prime de base;

2^o catégorie : 2 annuités de cinq fois la prime de base.

Les annuités sont payées pour autant que l'étalon soit présenté les années suivantes devant la commission qui doit émettre un avis favorable au maintien de la prime. »

Art. 5. Le même arrêté ministériel est complété par les dispositions suivantes :

« TITRE III. — Organisation de l'insémination artificielle

CHAPITRE Ier. — Définitions

Art. 18. Pour l'application du chapitre II, titre III de cet arrêté ministériel il faut entendre par :

1. ministre : le ministre qui a l'agriculture dans ses attributions;

2. centre d'insémination : une exploitation où se déroulent des activités relatives à l'une ou plusieurs des opérations afférentes à l'insémination artificielle, appelé ci-après le centre;

3. opérations relatives à l'insémination artificielle : la récolte, le conditionnement, la conservation, la cession, la mise en place de sperme d'étalons en vue de l'insémination artificielle des juments;

4. conseiller de zootechnie compétent : le fonctionnaire du Service de l'élevage du Ministère de l'Agriculture qui a dans ses attributions l'élevage chevalin dans la province où est situé le centre;

Art. 4. De bepalingen voorzien bij artikel 10, B, b en c van hetzelfde besluit worden vervangen door de volgende tekst :

« b) Keurhengstenprijskamp.

Voorstellingsvoorraarden.

Om aan een prijskamp voor keurhengsten te mogen deelnemen, moet de hengst :

1^o vergezeld zijn van minstens vijf afstammelingen van minimum 1 jaar en maximum 4 jaar, ingeschreven in het stamboek van het ras. Anderzijds moeten de afstammelingen van minstens 2 jaar oud minstens één premie van tweede kategorie op een officiële prijskamp behaald hebben.

2^o niet meer dan twee maal een premie voor keurhengsten behaald hebben.

Toekenning van de prijzen en premies.

De kommissie kan jaarlijks ten gunste van elk ras, de volgende premies toekennen :

1^o Ardens trekpaardenras :

- drie eerste prijzen en drie premies van 15 000 F;
- drie tweede prijzen en drie premies van 10 000 F.

2^o Belgisch trekpaardenras :

- zeven eerste prijzen en zeven premies van 15 000 F;
- zeven tweede prijzen en zeven premies van 10 000 F.

De toekenning van deze premies in elk ras zal geschieden op basis van het puntenaantal dat door de jury werd toegekend.

De premies voor keurhengsten zijn betaalbaar het jaar dat ze werden toegekend. De hengst voorgesteld op de prijskamp voor keurhengsten mag zich hetzelfde jaar aanbieden op de individuele prijskamp (B.4.a), dit met het oog op een continue loopbaan. De prijskamp premies zijn niet cumuleerbaar in hetzelfde jaar.

c) Prijskampen voor hengsten, kandidaat voor de bewaarpremie.

Voorstellingsvoorraarden.

De hengst, kandidaat voor de bewaarpremie, moet :

1^o vergezeld zijn van een lot van drie afstammelingen van minstens 1 jaar oud het jaar van de prijskamp, die ingeschreven zijn in het stamboek van het ras.

Dit lot moet bij elke voorstelling verschillend zijn om een nieuwe premie te bekomen. Het lot mag de hengst vergezellen of hetzelfde jaar aan de kommissie worden voorgesteld ter gelegenheid van een veulensprijskamp georganiseerd door de provinciale fokmaatschappij.

2^o maximum 8 jaar oud zijn op de dag van de prijskamp.

Toekenning van de premies.

De kommissies kunnen jaarlijks 24 bewaarpremies toekennen die als volgt onder de rassen verdeeld worden :

1^o Ardens trekpaardenras : 8 premies.

2^o Belgisch trekpaardenras : 16 premies.

De bewaarpremie is betaalbaar in twee annuïteiten.

Het bedrag van de premies is als volgt vastgesteld :

1^o kategorie : 2 annuïteiten van zevenmaal de basispremie;

2^o kategorie : 2 annuïteiten van vijfmaal de basispremie.

De annuïteiten worden slechts betaald op voorwaarde dat de hengst zich de volgende jaren voor de kommissie aanbiedt en dat deze laatste een gunstig advies uitbrengt voor het behoud van de premie. *

Art. 5. Hetzelfde ministerieel besluit wordt aangevuld met de volgende bepalingen :

« TITEL III. — Organisatie van de kunstmatige inseminatie

HOOFDSTUK I. — Definities

Art. 18. Bij de toepassing van hoofdstuk II, titel III, van dit ministerieel besluit verstaat men onder :

1. de minister : de minister tot wiens bevoegdheid de landbouw behoort;

2. inseminatiecentrum : een bedrijf waar activiteiten plaatsvinden met betrekking tot een of meerdere handelingen betreffende de kunstmatige inseminatie, hierna het centrum genoemd;

3. handelingen betreffende de kunstmatige inseminatie : de winning, de conditionering, de bewaring, de overdracht, het inbrengen van sperma van hengsten met het oog op de kunstmatige inseminatie van merries;

4. bevoegde veeteeltkonsulent : de ambtenaar van de Veeteelt-dienst van het Ministerie van Landbouw die bevoegd is voor de paardenfokkerij in de provincie waar het centrum zich bevindt;

5. vétérinaire responsable : le docteur en médecine vétérinaire qui, à la requête du demandeur, s'engage à effectuer ou à contrôler la réalisation des opérations relatives à l'insémination artificielle;

6. délégué du vétérinaire responsable : toute personne, nommément désignée par le vétérinaire responsable, et qui sous sa responsabilité peut effectuer les opérations relatives à l'insémination artificielle.

CHAPITRE II. — Agrément des centres

Section I. — Centres

Art. 19. § 1er. Seuls peuvent pratiquer les opérations relatives à l'insémination artificielle, les centres agréés par le Ministre.

§ 2. Ces centres doivent être placés sous la responsabilité d'un médecin vétérinaire agréé pour ce qui concerne les opérations relatives à l'insémination artificielle.

Section II. — Obtention de l'agrément

Art. 20. § 1er. La demande d'agrément d'un centre est adressée par le demandeur au conseiller de zootechnie compétent.

§ 2. La demande mentionne notamment l'adresse du centre, l'identité du demandeur, du vétérinaire responsable et de son (ses) délégué(s) éventuel(s). La demande est signée par les personnes susmentionnées.

§ 3. En outre, la demande mentionne l'identité du ou des étalons dont la semence sera récoltée.

Art. 21. § 1er. L'agrément d'un centre est subordonné à un avis favorable du conseiller de zootechnie et de l'inspecteur vétérinaire compétents dans la circonscription où est situé le centre. Cet avis est motivé par un rapport établi après visite des installations en présence des signataires de la demande tels que prévus à l'article 20, § 2.

§ 2. Le dossier complet relatif à chaque demande est adressé par le conseiller de zootechnie compétent au directeur général de l'administration de l'élevage et du service vétérinaire qui se prononce sur l'agrément et en informe le demandeur.

Section III. — Maintien de l'agrément

Art. 22. § 1er. Chaque année et ce avant le 1^{er} février, le bénéficiaire d'un agrément d'un centre doit introduire une demande de prorogation de cet agrément auprès du conseiller de zootechnie compétent.

§ 2. Les centres agréés sont soumis au contrôle du Ministre de l'Agriculture. Le vétérinaire responsable veille à ce que toutes les mesures soient prises afin que les fonctionnaires désignés par le Ministre de l'Agriculture puissent contrôler à tout moment :

1) pour chaque récolte :

- l'identification de l'éjaculat;
- le résultat du contrôle des critères de qualité;
- le nombre de doses conditionnées;
- la date;

2) pour chaque dose stockée :

- l'identification de l'éjaculat d'origine;
- la date d'entrée en stock;
- la perte éventuelle;
- la date de sortie du stock;
- l'identité du centre fournisseur pour les doses produites dans un autre centre;

3) pour chaque dose expédiée :

- l'identification de l'éjaculat d'origine;
- identification du destinataire;
- date d'expédition;

4) pour chaque insémination :

- l'identification de l'éjaculat d'origine;
- la date d'insémination;
- l'identité de la jument inseminée.

L'identification de l'éjaculat mentionne le nom de l'étalon et un numéro d'ordre.

§ 3. Toute modification apportée aux éléments fournis lors de la demande d'agrément doit être communiquée immédiatement et par écrit au conseiller de zootechnie compétent.

5. verantwoordelijke dierenarts : de doctor in de diergeneeskunde die, op verzoek van de aanvrager zich verbindt tot het uitvoeren of tot de controle op de uitvoering van de handelingen betreffende de kunstmatige inseminatie;

6. afgevaardigde van de verantwoordelijke dierenarts : iedere voor de verantwoordelijke dierenarts met naam aangeduid persoon die onder zijn verantwoordelijkheid de handelingen stelt met betrekking tot de kunstmatige inseminatie.

HOOFDSTUK II. — Erkenning van de centra

Afdeling I. — De centra

Art. 19. § 1. Alleen de door de Minister erkende centra mogen de handelingen stellen met betrekking tot de kunstmatige inseminatie.

§ 2. Deze centra moeten geplaatst zijn onder de verantwoordelijkheid van een aangenomen dierenarts voor wat betreft de handelingen met betrekking tot de kunstmatige inseminatie.

Afdeling II. — Het verkrijgen van de erkenning

Art. 20. § 1. De aanvraag tot erkenning van een centrum wordt door de aanvrager gericht aan de bevoegde veeteeltconsulent.

§ 2. De aanvraag vermeldt onder meer het adres van het centrum, de identiteit van de aanvrager, de verantwoordelijke dierenarts en zijn eventuele afgevaardigde(n). De aanvraag wordt door al deze personen ondertekend.

§ 3. Bovendien vermeldt de aanvraag de identiteit van de hengst(en) waarvan het sperma zal gewonnen worden.

Art. 21. § 1. De erkenning van een centrum is afhankelijk van een gunstig advies van de veeteeltconsulent en de diergeneeskundige inspecteur, beiden bevoegd in de omschrijving waar het centrum gelegen is. Dit advies wordt gestaafd door een rapport opgemaakt na bezoek aan de inrichting in aanwezigheid van de ondertekenaars van de aanvraag voorzien bij artikel 20, § 2.

§ 2. Het volledig dossier van elke aanvraag wordt door de bevoegde veeteeltconsulent aan de directeur-generaal van het bestuur veeteelt en diergeneeskundige dienst toegezonden die zich uitspreekt over de erkenning en die de aanvrager op de hoogte stelt van de genomen beslissing.

Afdeling III. — Behoud van de erkenning

Art. 22. § 1. Elk jaar vóór 1 februari zal de houder van een erkenning voor een centrum bij de bevoegde veeteeltconsulent een aanvraag indienen om verlenging van deze erkenning.

§ 2. De erkende centra zijn onderworpen aan de controle van de Minister van Landbouw. De verantwoordelijke dierenarts zal ervoor waken dat alle maatregelen genomen worden opdat de ambtenaren aangeduid door de Minister van Landbouw ten allen tijde kunnen controleren :

1) voor elke winning :

- de identificatie van het ejaculaat;
- het resultaat van de controle van de kwaliteitscriteria;
- het aantal geconditioneerde doses;
- de datum;

2) voor elke opgeslagen dosis :

- identifikatie van het ejaculaat van herkomst;
- de begindatum van de opslag;
- het eventueel verlies;
- de einddatum van de opslag;
- voor de doses aangemaakt in andere centra, de identiteit van het afleverend centrum;

3) voor elke verzonden dosis :

- de identifikatie van het ejaculaat van herkomst;
- de identifikatie van de bestemming;
- de verzendingssdatum;

4) voor elke inseminatie :

- de identifikatie van het ejaculaat van herkomst;
- de inseminatiestand;
- de identiteit van de geïnsemineerde merrie.

De identifikatie van het ejaculaat omvat de vermelding van de naam van de hengst en een volgnummer.

§ 3. Elke wijziging in de in de aanvraag om erkenning vermelde gegevens dient onmiddellijk en schriftelijk meegedeeld te worden aan de bevoegde veeteeltconsulent.

Section IV. — Suspension ou retrait de l'agrément

Art. 23. § 1^{er}. L'agrément peut être suspendu ou retiré :
 — soit lorsqu'une ou plusieurs des conditions exigées pour le maintien de l'agrément ne sont plus remplies;
 — soit pour des raisons sanitaires.

§ 2. La suspension peut être prononcée par le conseiller de zootechnie compétent dès qu'il a connaissance du ou des faits qui justifient cette suspension.

La suspension porte sur l'arrêt d'une partie ou de la totalité des opérations relatives à l'insémination artificielle. Le conseiller de zootechnie en informe par écrit le demandeur et le vétérinaire responsable.

Cette suspension cesse ses effets dès que la décision relative au maintien ou au retrait de l'agrément a été prise conformément au § 3 de cet article.

§ 3. Toute suspension doit faire l'objet d'un rapport établi par le conseiller de zootechnie compétent, adressé au directeur général de l'administration de l'élevage et du service vétérinaire qui se prononce sur le maintien ou le retrait de l'agrément du centre.

La décision est notifiée au demandeur et au vétérinaire responsable. Elle précisera éventuellement les modalités d'utilisation de doses stockées dans le centre.

CHAPITRE III. — Dispositions particulières*Section I. — Propriété de la semence*

Art. 24. Sauf convention particulière, la semence appartient au propriétaire de l'étalon.

Section II. — Utilisation de semence importée

Art. 25. § 1^{er}. Des conditions sanitaires particulières peuvent être fixées pour l'importation de semence.

§ 2. L'utilisation de semence importée est soumise à un avis favorable préalable de la ou des sociétés d'élevage compétentes pour l'inscription des poulains issus de ces inséminations.

Section III. — Contrôle de paternité

Art. 26. § 1^{er}. Un contrôle de paternité par les hématotypes des poulains issus d'insémination artificielle doit être opéré pour chaque étalon sur 5 % au moins de ses poulains avec un minimum de deux.

§ 2. La désignation de ces poulains se fait par tirage au sort sous la responsabilité de la société d'élevage dans laquelle sont inscrits ces poulains. La prise de sang se fait par un vétérinaire agréé. La société d'élevage communique au laboratoire de la Faculté de médecine vétérinaire de Gand, service de génétique et sélection animale la liste des poulains dont la paternité doit être contrôlée. Seul ce laboratoire a compétence en la matière.

§ 3. La Confédération belge du Cheval intervient dans le coût de ces analyses.

§ 4. Les documents d'origine ne sont délivrés au propriétaire du poulain qu'après confirmation par le laboratoire susmentionné de l'exactitude de la paternité.

Section IV. — Cas particuliers

Art. 27. En cas de mort d'un étalon, il appartient à la société d'élevage concernée par l'inscription de ses produits de se prononcer sur l'usage à réservé à la semence stockée.

Art. 28. La semence d'un étalon qui n'est plus admis à la monte publique ne peut plus être utilisée aussi longtemps que l'étalon n'est plus admis. *

Bruxelles, le 22 mars 1989.

P. DE KEERSMAEKER

Afdeling IV. — Opschorting of intrekking van de erkenning

Art. 23. § 1. De erkenning kan opgeschort of ingetrokken worden :
 — indien een of meerdere voorwaarden vereist voor het behoud van de erkenning niet meer vervuld zijn;
 — om sanitaire redenen.

§ 2. De opschorting kan uitgesproken worden door de bevoegde veeteeltconsulent van zodra hij kennis heeft van het of de feiten die de opschorting rechtvaardigen.

De opschorting slaat op het stopzetten van een gedeelte of van alle handelingen betreffende de kunstmatige inseminatie. De bevoegde veeteeltconsulent stelt de aanvrager en de verantwoordelijke dierenarts hiervan schriftelijk op de hoogte.

Deze opschorting vervalt van zodra de beslissing over het behoud of het intrekken van de erkenning overeenkomstig § 3 van dit artikel is genomen.

§ 3. Elke opschorting moet het onderwerp uitmaken van een rapport opgesteld door de bevoegde veeteeltconsulent en dat toegezonden wordt aan de directeur-generaal van het bestuur veeteelt en diergeneeskundige dienst die zich uitspreekt over het behoud of de intrekking van de erkenning van het centrum.

De beslissing wordt betekend aan de aanvrager en aan de verantwoordelijke dierenarts. Zij specificeert eventueel de wijze van gebruik van de in het centrum opgeslagen doses.

HOOFDSTUK III. — Bijzondere bepalingen*Afdeling I. — Eigendom van het sperma*

Art. 24. Behoudens bijzondere overeenkomst, behoort het sperma aan de eigenaar van de hengst.

Afdeling II. — Gebruik van ingevoerd sperma

Art. 25. § 1. Bijzondere sanitaire voorwaarden kunnen worden vastgesteld voor de invoer van sperma.

§ 2. Het gebruik van ingevoerd sperma is onderworpen aan een voorafgaand gunstig advies van de fokmaatschappij(en) bevoegd voor de inschrijving van de veulens voortkomend van deze inseminaties.

Afdeling III. — Vaderschapscontrole

Art. 26. § 1. Een controle van het vaderschap via de bloedgroepen van veulens voortkomend na de kunstmatige inseminatie moet voor elke hengst verricht worden op minstens 5 % van zijn veulens met een minimum van twee.

§ 2. De aanduiding van deze veulens gebeurt door loting onder de verantwoordelijkheid van de fokmaatschappij waarbij deze veulens zijn ingeschreven. De bloedname gebeurt door een aangenomen dierenarts. De fokmaatschappij deelt de lijst van de op vaderschap te controleren veulens mee aan het laboratorium voor dierlijke genetica en veeteelt van de Fakulteit diergeneeskunde te Gent. Enkel dit laboratorium is terzake bevoegd.

§ 3. De Belgische Konfederatie van het Paard komt tussen in de kosten van deze analyses.

§ 4. De afstammingssdocumenten worden pas na de bevestiging van de juistheid van het vaderschap door het laboratorium aan de eigenaar van het veulen overhandigd.

Afdeling IV. — Bijzondere gevallen

Art. 27. Wanneer een hengst sterft, behoort het aan de fokmaatschappij die zijn veulens inschrijft, zich uit te spreken over het verder gebruik van het opslagen sperma.

Art. 28. Het sperma van een hengst die niet meer toegelaten werd tot de openbare dekdiens mag niet meer gebruikt worden zolang de hengst niet meer toegelaten is. *

Brussel, 22 maart 1989.

P. DE KEERSMAEKER